

## RÉSUMÉ DE LA SESSION

### ■ DE NOUVEAUX PARADIGMES POUR LE DÉVELOPPEMENT

◆ [Panel 1 : Œuvrer pour un développement durable](#)

◆ [Panel 2 : Mobiliser les ressources intérieures et développer les partenariats](#)

Mercredi 25 mai 2011

Animateurs des débats : **J. Brian Atwood**, Président, Comité d'aide au développement, OCDE  
**Bert Koenders**, co-Président, Groupe de travail de l'OCDE sur l'efficacité de l'aide

#### ◆ **Panel 1 : Œuvrer pour un développement durable**

Membres du panel : **Paul Collier**, Professeur d'économie, Université d'Oxford, Royaume-Uni  
**Donald Kaberuka**, Président, Banque africaine de développement (BAfD)  
**Farah Karimi**, Directeur exécutif, Oxfam Novib, Pays-Bas  
**Dambisa F. Moyo**, économiste et auteure  
**Kanayo F. Nwanze**, Président, Fonds international de développement agricole (IFAD)

Les participants affirment qu'une « nouvelle ère » peut s'ouvrir, une ère qui verra les pays dépendant de l'aide prendre les rênes de leur propre développement économique, à condition que des investissements massifs soient réalisés afin de valoriser le remarquable potentiel que recèle le monde en développement. Pendant une séance au cours de laquelle **Dambisa F. Moyo**, auteure d'origine zambienne d'un livre très critique sur l'aide, se retrouve aux côtés d'éminents défenseurs de l'aide au développement, officiellement désignée sous le nom d'aide publique au développement (APD), les membres du panel s'accordent sur le fait que les investissements doivent continuer d'affluer depuis les pays membres de l'OCDE, en prenant toutefois la forme d'une aide plus efficace, mais que les pays en développement doivent eux aussi mettre la main à la pâte en œuvrant à l'instauration d'un développement durable et en favorisant une mobilisation plus efficace de leurs propres ressources intérieures.

Les animateurs des débats, **J. Brian Atwood**, Président du Comité d'aide au développement de l'OCDE, et **Bert Koenders**, co-Président du Groupe de travail de l'OCDE sur l'efficacité de l'aide, inscrivent la réflexion dans la perspective de la tenue prochaine à Busan (Corée) du 4<sup>ème</sup> Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide. L'un et l'autre rappellent que l'OCDE s'emploie à concentrer encore davantage ses efforts sur l'amélioration de l'efficacité de l'aide et sur l'intégration des pays en développement dans des partenariats mondiaux. Parce que l'Afrique continue de produire des exemples de réussites malgré la

crise financière mondiale, M. Atwood déclare que le panel doit également partager les bonnes nouvelles venant d'Afrique.

**Donald Kaberuka**, Président de la Banque africaine de développement, ouvre la discussion par l'annonce de quelques bonnes nouvelles : il confirme que l'Afrique a enregistré une croissance moyenne de 5-6 % ces dernières années. Selon l'ancien ministre des Finances du Rwanda, ce redressement témoigne des efforts produits localement dans les pays d'Afrique. Tout en reconnaissant la contribution apportée par l'APD à la progression des taux de croissance, il insiste sur le fait que « l'élément déclenchant de cette reprise est principalement d'origine intérieure ». Et de citer en exemple le Ghana, qui s'est engagé en 1983 dans une longue phase de réformes économiques parfois douloureuses dont il récolte aujourd'hui les fruits. Les entreprises africaines ont, selon M. Kaberuka, apporté une contribution importante à la reprise et il convient de ne pas surestimer celle de l'APD. Enfin, pour continuer à concrétiser le potentiel que recèle l'Afrique, M. Kaberuka invite instamment les dirigeants africains à s'inspirer de l'expérience d'ouverture des frontières qu'a inauguré en Europe la conclusion des accords de Schengen. Et d'ajouter que 40 % des envois de fonds effectués par des expatriés à destination de pays d'Afrique le sont par des Africains résidant dans d'autres pays du continent.

**Farah Karimi** déclare que la question est de savoir à qui bénéficie la croissance économique à l'intérieur d'un pays. Pour elle, le développement est une affaire de pouvoir et de relations de pouvoir. Elle fait valoir que c'est aux organisations d'aide au développement que revient la responsabilité de gérer ces relations et de faire en sorte que chacun soit comptable des décisions qu'il prend. Mme Karimi fait référence à ce qu'elle a retenu d'une mission effectuée récemment au Mozambique où elle a appris des femmes du pays que les mères ont en moyenne six enfants alors qu'à la question de savoir quel était pour elles le nombre idéal d'enfants, elles ont répondu trois. Pourquoi un tel écart ? Pour Mme Karimi, il est révélateur du rôle que jouent les relations de pouvoir dans les pays en développement. Selon elle, ces relations sont capitales pour son organisation, Oxfam, en particulier au regard de la sécurité alimentaire. Mme Karimi fait part de son espoir qu'il sera un jour possible de clarifier ces relations délicates et de mobiliser les pouvoirs publics, les institutions, la société civile et le secteur privé tout au long de la chaîne par laquelle transite un aliment depuis la ferme où il est produit jusqu'à l'assiette du consommateur.

Le sujet brûlant de la sécurité alimentaire est également abordé par **Kanayo F. Nwanze**, qui déclare que nous devons tout d'abord prendre conscience du fait que les petits exploitants agricoles sont l'une des principales clés du problème, et que 80 % des denrées alimentaires proviennent de petites exploitations de moins de deux hectares. Selon lui, l'Afrique a dépassé le stade où les communautés se contentaient d'attendre des aides financières et il existe au contraire une multitude de petits entrepreneurs qui veulent réussir et sont en quête de perspectives économiques pour y parvenir. Pour M. Nwanze, soucieux d'insister sur l'importance que revêt l'investissement direct étranger, l'aide étrangère est une bonne chose, mais ce n'est pas grâce à elle que l'on peut espérer trouver la solution. En 2009-2010, on a pu observer en Afrique un triplement des prêts financés par des ressources d'origine intérieure. Nous sous-estimons la capacité des États de s'aider eux-mêmes. M. Nwanze n'exclut pas tout recours à l'APD pour l'Afrique dans un proche avenir, mais il souligne qu'elle ne permettra pas de résoudre le problème.

Ce sentiment est partagé par l'un des détracteurs les plus célèbres de l'aide au développement, **Dambisa Moyo**. Auteure d'un ouvrage à succès intitulé « L'aide fatale », Mme Moyo affirme que la meilleure forme d'APD dans laquelle nous puissions investir est une forme d'aide appelée à prendre fin un jour. Elle précise qu'elle ne préconise pas une fermeture immédiate du robinet et elle encourage les membres du panel à continuer de présenter sous un jour positif ce qui a déjà été accompli. Pour elle, l'aide au développement n'est d'aucune utilité si elle ne crée pas d'emplois. Elle estime que la communauté internationale doit concentrer ses efforts en faveur de l'Afrique sur trois grands domaines. En premier lieu, elle invite les agences de notation à élargir leurs analyses à l'ensemble du continent alors que pour le moment, quinze pays d'Afrique seulement sont évalués. En deuxième lieu, elle appelle les gouvernements des pays d'Afrique à améliorer les conditions offertes aux entrepreneurs et à simplifier

les formalités administratives préalables à l'obtention d'une autorisation d'exercer une activité, comme l'a fait par exemple le Rwanda. En troisième lieu, elle se rallie à M. Kaberuka pour appeler de ses vœux une intégration régionale plus poussée en Afrique, à l'image du modèle de l'Union européenne. Elle conclut son intervention en citant le Président du Rwanda qui, dans un article publié dans le *Financial Times*, déclarait que le débat sur l'aide devrait porter sur le moment où celle-ci devrait cesser et sur la meilleure manière d'y mettre un terme.

Faisant référence à la réforme économique conduite avec succès au Rwanda, **Paul Collier**, Professeur d'économie à l'Université d'Oxford (Royaume-Uni), met la balle dans le camp des pays donateurs. Il pose à l'assemblée la question suivante : « Préférez-vous avoir la dette du Rwanda ou celle de la Grèce ? » M. Collier estime que la clé de la durabilité économique réside dans la gestion des actifs et des passifs et il voit se dessiner pour l'Afrique au cours de la prochaine décennie des perspectives immenses sur deux fronts. Tout d'abord sur celui des marchés financiers mondiaux, même si les pays développés n'offrent peut-être pas le meilleur exemple à cet égard. « Les pauvres n'ont pas le monopole de la folie lorsqu'il s'agit d'équilibrer actif et passif. » Ensuite, sur celui des ressources naturelles, sachant que des quantités colossales de ressources encore inexploitées peuvent être extraites sur le continent. Selon M. Collier, si ces ressources sont correctement gérées, les recettes qu'elles généreront pourront être réinvesties dans des activités qui créeront à leur tour des actifs.

-----

## ◆ **Panel 2 : Mobiliser les ressources intérieures et développer les partenariats**

Membres du panel : **Marco De Ponte**, Secrétaire général, ActionAid Italie  
**Bernd Eisenblätter**, Président, Directoire de l'Agence allemande de coopération internationale (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)), Allemagne  
**Jose W. Fernandez**, secrétaire d'État adjoint à l'Économie, à l'Énergie et aux Affaires économiques, Département d'État, États-Unis  
**Pravin Jamnadas Gordhan**, ministre des Finances, Afrique du Sud  
**Mahmoud Mohieldin**, Directeur général, Banque mondiale

Intervenant : **Jeffrey Owens**, Directeur, Centre de politique et d'administration fiscales, OCDE

Le deuxième panel se penche sur un autre thème essentiel si les pays en développement entendent un jour s'affranchir de l'aide au développement : la mobilisation des ressources intérieures. **M. Koenders** amorce la discussion en évoquant les difficultés posées par les conflits d'intérêts et les sorties massives de capitaux. Parallèlement, **M. Atwood** invite instamment les pays en développement à démontrer que les investissements qu'ils réalisent dans le domaine de la fiscalité concourent à améliorer le bien-être de leurs ressortissants. Les participants conviennent que, si la transparence de l'APD est cruciale pour les gouvernements des pays donateurs, du côté des pays bénéficiaires, la transparence de la fiscalité requiert également un effort.

**Pravin J. Gordhan**, ministre des Finances de l'Afrique du Sud, analyse les défis que représente l'instauration d'un système de recouvrement de l'impôt équitable et à large assise en Afrique du Sud. Il insiste sur l'importance de la souveraineté budgétaire et sur la nécessité pour son pays d'assumer la responsabilité qui lui incombe de se financer par des prélèvements fiscaux. Pour M. Gordhan, les pays doivent s'affranchir de leur dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure et accéder à la souveraineté budgétaire. Les recettes fiscales doivent être utilisées pour financer des investissements durables et permettre concrètement d'offrir aux citoyens une vie meilleure. Il évoque en outre certains enjeux majeurs tels que la transparence, la reddition de comptes et les sorties de capitaux dues aux transferts de fonds effectués par des expatriés ainsi qu'aux envois de fonds vers des paradis financiers étrangers (à ne pas confondre avec les paradis fiscaux).

**Mahmoud Mohieldin** évoque pour sa part le défi de la croissance solidaire. Dotés de ressources naturelles abondantes, les pays en développement sont selon lui menacés par le « syndrome hollandais ». Des disparités considérables subsistent entre les secteurs, les régions et les sexes, appelant des stratégies spécifiques et adaptées aux différents enjeux. Il est urgent de renforcer la transparence sur l'utilisation des recettes fiscales et de mettre en évidence les bénéfices que les investissements réalisés sont sensés procurer aux citoyens. D'après M. Mohieldin, l'Initiative Open Data de la Banque mondiale marque une avancée prometteuse en direction de l'amélioration de la transparence de l'aide.

« Les recettes fiscales sont généralement moins fluctuantes que l'aide » déclare **Jose W. Fernandez**. « Les pays en développement en quête de nouvelles sources de revenu devraient se tourner vers les prélèvements fiscaux. » Et d'ajouter que son administration appuie sans réserve l'effort engagé par l'OCDE pour renforcer les capacités locales des administrations fiscales. Il souligne cependant qu'il reste encore du chemin à parcourir pour garantir la transparence et combattre la corruption avant que les ambitions affichées ne se réalisent. Comment, en effet, demander à un citoyen à faible revenu de reverser des gains difficilement acquis à un État corrompu?

**Marco De Ponte** admet que les impôts constituent un sujet politiquement sensible et sont souvent mal perçus, ce qui rend d'autant plus pressante la nécessité de fixer des normes élevées en matière de transparence et de reddition de comptes. M. De Ponte avance l'idée que l'on peut faire de nombreux parallèles entre les pays pauvres et les pays riches pour ce qui est du débat sur la fiscalité et qu'il faut

concilier les intérêts de tous. Il précise qu'ActionAid mène une action qui conduit ses représentants à intervenir au niveau de chaque village pour promouvoir les objectifs de son programme auprès de l'administration nationale et établir des relations entre les responsables politiques et les citoyens sensés être les bénéficiaires ultimes des dépenses financées par l'impôt.

**Bernd Eisenblätter** fait part de ses commentaires sur le rôle important que joue le secteur informel dans les pays en développement. Selon lui, en l'absence d'une fiscalité juste, la transition vers l'économie formelle n'a aucun intérêt. Il conclut qu'on observe une tendance générale à se concentrer sur les concepts et à consacrer une proportion considérable des ressources à la planification et à la conception de projets. Il fait référence aux exemples du Ghana et du Népal où l'administration, la société civile et le secteur privé ont engagé un débat ouvert sur l'équité fiscale, la transparence et l'information sur l'utilisation qui est faite des deniers publics. Portant la réflexion au delà du champ de la fiscalité, M. Eisenblätter avance l'idée que la financiarisation pourrait être un moyen de traiter plus efficacement les transferts de fonds effectués par les expatriés qui sont à l'origine de sorties massives de capitaux. Enfin, il lance un avertissement : « Nous devons nous souvenir que nos « partenaires du Sud » ont le droit d'exiger de l'OCDE le respect de la loyauté des échanges, mais que l'OCDE a pour sa part le droit d'exiger la transparence. »

**Jeffrey Owens** décrit le rôle précis que l'OCDE peut jouer dans la construction d'un partenariat mondial entre les pays riches et les pays pauvres. Compte tenu du fait que les systèmes fiscaux sont par nature des systèmes nationaux, ce qui représente un obstacle majeur aux efforts d'harmonisation déployés au niveau international, M. Owens, rappelant les progrès déjà accomplis par l'OCDE dans la lutte contre les paradis fiscaux, plaide pour un « passage de la coopération à la coordination ».